

teurs séniors. "Les Pêcheries Cartier" seront sans doute en mesure de lancer des appels d'offre au tout début de l'année pour les travaux de modernisation et de normalisation des usines qu'elle entend relancer (dont les deux principales, Rivière-au-Renard, et Newport). Connaissant ses appuis auprès des pêcheurs, Ottawa a su également garder avec grand soin l'appui non négligeable de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui représente les travailleurs des usines de Rivière-au-Renard et de Newport, les "laissés-pour-compte" du monde de la pêche au Québec.

La riposte québécoise. Si Québec manifeste une certaine passivité, du moins officiellement, se bornant à la dénonciation des gestes centralisateurs d'Ottawa, il n'en demeure pas moins que le ministre Garon entend livrer bataille. Il raffermir son pouvoir financier sur Madelipêche, récupère par voie législative une bonne partie de ses droits d'émission de permis de pêche. Il établit de façon définitive son pouvoir sur la qualité des produits québécois destinés à la consommation, un droit que ne lui conteste pas le gouvernement central. Ce dernier entend même s'y conformer rigoureusement.

Graduellement, Québec établit son réseau d'usines: Madelipêche (Îles-de-la-Madeleine), Rivière-au-Tonnerre (Côte-Nord), et la nouvelle usine qui sera construite à Newport, tout juste à côté de celle du gouvernement fédéral.

Et qu'on l'admette ou non à Ottawa, ce réseau provincial affaiblit sensiblement la solidité de l'entreprise fédérale qui hérite en tout cas des situations difficiles (Rivière-au-Renard).

Les représailles. Tout au long de ce cheminement, et Québec et Ottawa se sont donné des instruments de représailles en cas "d'abus" de la part de l'autre gouvernement, instruments qui pourraient déclencher une vaste "chasse aux sorcières" dans le milieu des pêches maritimes au Québec.

FAIM ET SOIF AU NORD-EST DU BRÉSIL

Depuis bientôt cinq ans une grave sécheresse sévit dans le Nord-Est du Brésil et la misère y atteint un niveau sans précédent: il faut remonter à 1932 pour retracer une sécheresse équivalente à celle d'aujourd'hui. Et le "polygone de la sécheresse" continue de s'agrandir: à l'ouest, vers la région pré-amazonienne (État du Maranhao) et à l'est, en direction de la "Zona da Mata", près du littoral atlantique.

En août dernier, le cataclysme touchait 1 126 municipalités, s'étendant sur 1 439 000 km², soit cinq fois la superficie de l'Italie et 87% de l'ensemble de la région. Au total, 24 millions de personnes, c'est-à-dire 70% de la population du Nord-Est, vivent dans une situation précaire. Dix millions d'entre elles ont littéralement tout perdu: maison, plantation, emploi, et n'ont pratiquement rien à se mettre sous la dent.

Au cours des dix derniers mois la situation est devenue catastrophique: des milliers de citoyens, poussés

Jugeant qu'il est seul à détenir le pouvoir d'émission des permis, Ottawa sera tenté de refuser, sous divers prétextes, le permis à certains propriétaires de navires, suivant la pratique courante de les juger sur la base de leur appartenance politique.

De son côté, Québec, en usant de certaines techniques, pourrait arraisonner tout navire dont le propriétaire ne sera détenteur que du seul permis fédéral. Le ministre Garon laissait entendre récemment que Québec était prêt à aller plus loin encore: les usines qui ne seront pas conformes aux normes qualitatives édictées par Québec seront fermées le 1^{er} janvier 1985!

C'est Québec qui a usé le premier de son droit de représailles. Il a enfin ordonné une enquête, dont on parlait déjà depuis fort longtemps, sur les méthodes administratives de PUQ, notamment dans l'affaire de Madelipêche. De quoi faire frémir plusieurs administrateurs de PUQ dont certains ambitionnent d'occuper des postes importants au sein de la nouvelle société des pêches...!

Un grand inconnu. Toute cette bataille de juridiction risque fort de se faire au détriment des pêcheurs, des hommes d'équipage et des travailleurs d'usines. Traditionnellement divisés, les travailleurs de la pêche, à différents niveaux, sont l'objet d'une cour assidue; ils sont mis en devoir de choisir.

Conscients de leurs divisions et de jeux qu'on veut bien leur faire jouer, ils ont amorcé une longue démarche de "coordination" d'abord aux Îles, puis en Gaspésie et sur la Côte-Nord.

Si le mouvement n'est pas inquiétant pour l'un et l'autre des gouvernements, du moins pour le moment, il risque de donner naissance à un "sommet" sur les pêches au Québec.

Un tel sommet pourrait éventuellement obliger les deux gouvernements à un peu plus de retenue, de consultation et de coordination... à moins qu'une ronde électorale ne vienne bouleverser l'échiquier!

André Dionne

par la faim, ont fait irruption dans les supermarchés et pillé les entrepôts de produits d'alimentation; 25% des enfants de moins de deux ans meurent de faim; de plus en plus de gens en sont réduits à se nourrir de rats et de lézards. Selon un psychanalyste brésilien, presque tous les enfants nés dans cette région souffrent d'une "psychose de la faim"; les résultats d'une étude récente réalisée par l'UNICEF indiquent que 60% des enfants du Nord-Est souffrent de "sous-nutrition chronique" et, par voie de conséquence, d'un nanisme irréversible. S'il ne pleut pas sous peu, il n'y aura plus assez d'eau pour subvenir aux besoins des capitales des neuf États du Nord-Est brésilien.

Cette interminable sécheresse ruine l'économie de la région, qui repose en grande partie sur le secteur agricole. Les récoltes ont chuté de moitié par rapport aux 9,5 millions de tonnes de mil, de haricots (fèves), de riz et de manioc, au 1,4 million de tonnes de coton, aux 33

millions d'ananas et aux 6 300 caisses de bananes récoltées annuellement en temps normal. Malheureusement, une étude de la courbe pluviométrique de la région depuis 1850, réalisée par le Département de recherche et de développement du ministère de l'Aviation, prévoit que la sécheresse se prolongera jusqu'en 1985. Ce document élaboré en 1978 avait été tenu secret par le ministère; il vient d'être rendu public par des scientifiques et des journalistes de la région. Intitulé "Pronostic météorologique à long terme", il avait été remis aux gouverneurs des États de la région; ceux-ci, apparemment, n'y avaient pas prêté attention. Pourtant, s'il faut en croire les auteurs du rapport, la situation exigeait une intervention urgente des autorités gouvernementales: "...tous les calculs mathématiques tendent à confirmer l'analyse subjective qui prévoit une période de faible précipitation entre les années 1979 et 1985, avec une forte possibilité de sécheresse".

Pour remédier à la situation, le gouvernement a mis sur pied divers "Programmes d'urgence". On a ainsi embauché 1,5 million de travailleurs qui gagnent tout au plus la moitié du salaire minimum régional, soit 15 300 cruzeiros par mois, ou 16\$ Can. au taux du marché noir (voir l'encadré).

Pour combattre la sécheresse, le gouvernement a mobilisé toutes les ressources disponibles pour construire des barrages et des systèmes d'irrigation qui sont utilisés par les grands propriétaires (les "fazendeiros") au détriment des petits paysans, forcés de quitter leurs terres pour aller grossir les favellas des grandes capitales du Sud. De fait, la terre est de plus en plus concentrée entre les mains de quelques grands propriétaires qui profitent de ce que l'on peut appeler "l'industrie de la sécheresse".

Les gens ordinaires attribuent au manque de précipitations la tragédie actuelle du Nord-Est brésilien. La sécheresse est un phénomène naturel, sans doute. Mais il faut ajouter que la région a toujours été reléguée au second plan par les autorités politiques du pays. Selon les experts du projet Radam-Brésil, le Nord-Est est cultivable et économiquement viable. Les études réalisées sur une superficie équivalente à 67% du "polygone de la sécheresse" indiquent que la région dispose de réserves en eau atteignant 200 trillions de mètres cubes d'eau par année (74 à la superficie et 128 dans le sous-sol). Or, à l'heure actuelle, on en utilise à peine 21 trillions de m³, soit 10%.

Il faut, à court terme, creuser des puits artésiens et canaliser les eaux de surface. Pour l'instant, c'est la responsabilité de l'État brésilien et celle des agences gouvernementales et non gouvernementales d'aide au développement des pays riches de l'Occident, qui doivent répondre aux priorités des pays dits "en voie de développement". L'Agence canadienne de développement international (ACDI) sera appelée sous peu par l'intermédiaire de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix à collaborer à une campagne organisée par CARITAS du Brésil qui cherche quelque 4 000 000 \$ Can. pour venir en aide aux populations touchées par la sécheresse.

Il faudra aussi à moyen terme, et c'est là la responsabilité exclusive du gouvernement brésilien, réaliser une véritable réforme agraire, faute de quoi tous les efforts concertés n'auront servi qu'aux chacals de "l'industrie de la sécheresse".

Paul Laporte

LES ÉGLISES ET LES BANQUES

Trente-cinq ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, la discrimination raciale reste érigée en loi civile et en principe de gouvernement en Afrique du Sud: c'est l'apartheid.

Au niveau diplomatique, le Canada ne supporte pas l'apartheid, encore qu'il reconnaisse le gouvernement qui l'applique. Dans le domaine financier, rien n'empêche une institution bancaire canadienne ou une multinationale qui a ici son siège social d'engager des investissements en Afrique du Sud ou même de consentir des prêts au gouvernement sud-africain. Rien, sauf la volonté des actionnaires.

C'est pourquoi un regroupement d'Églises canadiennes (l'Église unie, l'Église anglicane, la Conférence des évêques catholiques du Canada) et de congrégations religieuses (les Pères blancs, les Dames du Sacré-Coeur, les Jésuites du Canada anglais) ont décidé de déposer des résolutions aux assemblées annuelles de trois grandes banques canadiennes, qui doivent se tenir au cours du mois de janvier.

Aux actionnaires de la Banque de Montréal, on propose de demander aux directeurs de fournir des renseignements sur les prêts consentis à l'Afrique du Sud au cours des dix dernières années de même que sur les

critères suivis par la Banque dans l'octroi de ces prêts. On signale que la Bank of America accepte de divulguer à ses actionnaires ce genre de renseignements.

Les Églises croient savoir qu'en 1982 la Banque de Montréal a décerné la cote "C" à l'Afrique du Sud et autorisé des prêts pouvant totaliser 111 millions de dollars à des clients sud-africains. Elles suggèrent que la Banque applique des critères éthiques à l'étude des prêts de ce genre et elles souhaitent que ces critères soient exposés aux actionnaires.

La résolution présentée aux actionnaires de la Banque de Nouvelle-Écosse demande aux directeurs d'adopter comme politique de "ne consentir aucun nouveau prêt au gouvernement de l'Afrique du Sud ou à ses sociétés d'État, aussi longtemps que le système de l'apartheid n'aura pas été abandonné". Les proposeurs citent l'exemple de plusieurs autres banques, telles la Banque Royale, la Banque Toronto-Dominion, la Chase Manhattan, la Chemical Bank, qui ont toutes "suspendu ou restreint leurs prêts à l'Afrique du Sud".

Enfin, on demande à la Banque de Commerce (Canadian Imperial Bank of Commerce) d'instituer une procédure de vote secret pour traiter les résolutions soumises à l'assemblée annuelle. Il faut savoir que bon nom-